

## CAMPUS DES METIERS

Lors du CTA de ce lundi 3 avril, la procédure de labellisation des Campus des Métiers (CDM) a été abordée suite à la demande écrite du SNUEP et de la FSU.

En effet, il s'agissait de dénoncer la méthode employée pour la labellisation du CDM « Maintenance en environnement sensible » autour du LP de BLAYE et intégrant le CFA de REIGNAC et le LP Cousteau de ST ANDRE DE CUBZAC (cf le bulletin du 14 février).

Pour rappel, évoquée en question diverse lors d'un CA au LP Cousteau de ST ANDRE DE CUBZAC, la mise en œuvre de la labellisation a été actée par arrêté ministériel, seulement trois jours après une très brève pseudo-présentation.

Même si le décret qui prévoit cette labellisation n'impose pas un vote du Conseil d'Administration des établissements concernés, il n'en demeure pas moins qu'une large information auprès des personnels devrait être faite. Sur ce point, le Secrétaire Général nous a rejoints, estimant qu'une large présentation auprès des personnels était importante, et qu'un vote, même indicatif, était souhaitable.

Il a rajouté qu'il appartenait à l'administration, donc au Recteur, de vérifier que la présentation du CDM avait bien été réalisée. Insistant sur le fait qu'il n'y avait rien à cacher dans cette affaire, le Secrétaire Général a indiqué que cette présentation serait largement effectuée et que ce n'était qu'une question de temps. Dont acte...Mais nous restons extrêmement vigilants pour que ce temps de consultation ne soit pas encore de 5 minutes chrono...

Cette méthode, qui écarte de toute réflexion l'ensemble des personnels, ne doit plus se reproduire dans nos établissements pour toute nouvelle labellisation. Nous avons fait part de cette exigence au Secrétaire Général de l'Académie de Bordeaux.

Pour le SNUEP-FSU : Jean Luc MASSIAS

## Résultats officiels des examens professionnels

En 2016, 649 800 candidats se sont présentés aux examens professionnels des niveaux IV et V et 539 800 d'entre eux les ont réussis (83,1%). Le service statistique de l'Education nationale calcule que "le nombre de candidats présents à l'examen du CAP, le principal diplôme de niveau V, a diminué en un an (-3%)", mais que le taux de réussite (84,2%) est en hausse de 0,4%. La majorité des candidats se présente sous statut scolaire (38,3%) ou en apprentissage (32,1%) mais, comme le souligne la DEPP, la proportion d'apprentis baisse d'année en année (36,6% en 2012).

Le baccalauréat professionnel représente 90% des diplômés de niveau IV et le taux global de réussite est de 82,5%. A noter que 86,2% des candidats préparent cet examen sous statut scolaire et 9,6% par la voie de l'apprentissage

# Pour le maintien de l'enseignement professionnel public dans l'Éducation nationale

C'est dans un contexte politique très inquiétant que le SNUEP-FSU a tenu son 6<sup>ème</sup> congrès du 27 au 31 mars à Bourges. Encore sous le coup des différentes mesures engagées par les derniers gouvernements successifs, l'enseignement professionnel public se voit de nouveau menacé par les projets de certain-es candidat-es aux élections présidentielles, qui annoncent leur volonté de transférer les pleines compétences de la formation professionnelle initiale sous statut scolaire aux régions. Ces attaques frontales affichent clairement leur détermination à voir l'État se désengager de ses missions de service public d'éducation, aux dépens des 700 000 jeunes qu'il scolarise et de ses personnels.

Soumettre la formation professionnelle des futurs ouvrier-es et salarié-es aux seuls besoins des entreprises locales, c'est remettre en cause la formation globale et complète que propose l'enseignement professionnel public, où savoirs généraux et professionnels participent d'une approche globale des métiers et préparent les élèves aux poursuites d'études.

C'est aussi mettre fin à l'unité et au caractère national des diplômes au profit de simples certifications professionnelles, validées par des blocs de compétences, qui entraveront l'insertion professionnelle et précariseront encore davantage les jeunes sur l'ensemble du territoire. C'est aussi remettre en cause le statut de fonctionnaire d'État des PLP.

Le SNUEP-FSU combattra ces propositions qui, si elles étaient mises en œuvre, signeraient un recul sans précédent en termes de projet de société, d'égalité et de démocratisation scolaire.

Le SNUEP-FSU condamne fermement les projets de fusion entre LP et CFA et dénonce les politiques régionales allant dans ce sens. Le SNUEP-FSU réaffirme que l'apprentissage n'est pas la solution au problème du chômage des jeunes.

Face à ces projets de régression sociale, le SNUEP-FSU réuni en congrès a réaffirmé sa détermination à défendre la voie professionnelle initiale sous statut scolaire, seule à même d'articuler l'enseignement d'un métier et celui d'une culture commune émancipatrice. Le SNUEP-FSU construira pied à pied les convergences nécessaires pour instaurer le rapport de force indispensable au maintien de l'enseignement professionnel au sein de l'Éducation nationale.

[ 6 priorités  
et 28 propositions  
pour l'EPP ]



## PRIORITÉ V

### AMÉLIORER LES CONDITIONS DE TRAVAIL DES PERSONNELS ET ALLER VERS UNE RÉELLE VALORISATION SALARIALE

Il faut mettre en place un véritable droit à la formation tout au long de la carrière des enseignant-es en développant une offre de formation continue disciplinaire, didactique et pédagogique de qualité et adaptée à leurs attentes.

L'enseignement  
professionnel  
scolaire doit  
prendre toute sa  
place dans le  
service public  
d'Éducation  
laïque. C'est une  
exigence sociale :  
6 priorités et 28  
propositions  
pour l'EPP

# Ne nous étonnons pas aujourd'hui...

Dans une interview accordée à L'Express le 3 avril 2012, le sociologue et maître de conférences Sylvain Crépon déclarait notamment ceci :

« De nombreuses études le montrent, ce sont les jeunes ayant le moins d'instruction qui se tournent vers le Front national. Moins on est instruit, plus on vote FN. On observe que ce sont également ceux qui s'intéressent le moins à la campagne. Leurs préoccupations sont, par exemple, plus portées sur la sécurité et moins sur l'éducation. Ils sont souvent très peu intégrés socialement, avec une certaine précarité professionnelle... Déjà, dans les années 90, le FN était le premier parti chez les jeunes. »

Et malgré tous ces avertissements, nombreux sont ceux qui prônent toujours le encore moins d'école et le toujours plus d'apprentissage, même à partir de 14 ans !!!

Nous n'avons eu de cesse de l'écrire dans nos bulletins puisque nous militons pour le développement de nos établissements d'enseignement professionnel public. Pour le français, l'histoire, les maths, l'art... Nous vous avons toujours parlé d'école, même s'il n'est pas toujours facile d'y enseigner. Nous luttons sans cesse contre le développement forcené de l'apprentissage, surtout avant le bac. Aujourd'hui nous sommes inquiets car les apprentis sorciers n'ont toujours rien compris, d'autant plus qu'ils sont attirés par des carottes sonnantes et trébuchantes. Tristes sires. Ne nous étonnons pas aujourd'hui...

Mais le combat continue ! Résistons encore en prenant position ! Demain ???

## Absentéisme des élèves du second degré :

"Entre septembre 2015 et avril 2016, 4,5 % des élèves du second degré public ont été absents de façon non justifiée quatre demi-journées ou plus par mois", et sont donc considérés, par la DEPP, comme "absentéistes". Cette proportion "varie sensiblement selon le type d'établissement", 2,8 % dans les collèges, 5,1 % dans les LEGT et **13,8 % dans les LP**.

La publication de la DEPP ([ici](#)) concernant ce sujet montre aussi de grandes inégalités entre les établissements, puisque certains collèges (les 10 % les plus touchés) comptent 8 % d'élèves "absentéistes", les LEGT les plus touchés en comptent 14 % et les LP les plus touchés 35 %, c'est à dire que 10 % des lycées professionnels totalisent 82 % des lycéens professionnels absentéistes. "Tous types d'établissements confondus, le nombre d'élèves absentéistes dans les 10 % des établissements les plus touchés, est de 119 365, ce qui représente 50,8 % du nombre total des élèves absentéistes alors que leur effectif d'élèves ne représente que 11,2 % de la totalité des effectifs élèves."

Enfin, la proportion d'élèves qui dépassent le seuil de dix demi-journées par mois d'absences non justifiées et qui relèvent de l'absentéisme "lourd", "reste limitée" : 0,6 % dans les collèges, 1 % dans les LEGT et **3,4 % dans les lycées professionnels**.

## Le DNB consacre les inégalités selon l'origine sociale et le genre

Les résultats des élèves au DNB (le brevet des collèges) sont "très dépendants de l'origine sociale", estime la DEPP. Le service statistique de l'Education nationale constate d'abord qu'un candidat sur deux en série professionnelle "est d'origine sociale défavorisée" contre un sur trois pour la série générale. L'an dernier, "comme les années précédentes, la quasi-totalité (97 %) des enfants issus d'un milieu très favorisé obtient le brevet", contre un peu moins de 80 % des candidats issus de milieu défavorisé. La proportion de candidats obtenant une mention "Très bien" ou "Bien" varie également "fortement". Plus de la moitié (55 %) des candidats issus d'un milieu très favorisé "décochent l'une de ces mentions", contre moins de 30 % des candidats d'origine sociale moyenne et 18 % "pour ceux issus d'un milieu défavorisé".

Le DNB consacre aussi les inégalités de genre puisque "dans la série générale, 91 % des filles obtiennent leur diplôme. C'est 6 points de plus que les garçons." Elles sont également plus nombreuses à obtenir une mention "Très bien" ou "Bien", 40 % contre 30 %. Dans la série professionnelle, le taux de réussite des filles est de 84 % contre 80 %. "Filles et garçons obtiennent toutefois des mentions dans des proportions très proches."

## Grande-Bretagne : une "pénurie sévère" d'enseignants

Face à la pénurie d'enseignants, des établissements scolaires britanniques multiplient les offres pour attirer de nouvelles recrues, rapporte le *Times* le 2 avril. Elles proposent par exemple des primes d'accueil (de 1000 livres sterling), des "jours de la couette" (congés supplémentaires pouvant être pris à la dernière minute), des bons d'achat, ou encore des adhésions à des salles de sports...

En conséquence et indépendamment de la volonté affichée de réduire l'immigration, le gouvernement britannique soutient une campagne d'un coût de 300 000 livres sterling, pour recruter des enseignants en République tchèque, Allemagne, Pologne, ou États-Unis. Son objectif est notamment d'enrayer la pénurie de professeurs de mathématiques et de physique.

[ 6 priorités  
et 28 propositions  
pour l'EPP ]



### PRIORITÉ IV

#### DÉVELOPPER LE RECRUTEMENT ET LA FORMATION DES PROFESSEUR-ES DE LYCÉE PROFESSIONNEL

Pour lutter contre la crise de recrutement, il faut rendre de nouveau attractif le métier d'enseignant-e. Cela passe par une revalorisation des salaires, de meilleures conditions de travail, mais aussi par une amélioration de la formation initiale et continue.

**L'enseignement professionnel scolaire doit prendre toute sa place dans le service public d'Éducation laïque. C'est une exigence sociale : [6 priorités et 28 propositions pour l'EPP](#)**